

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MERCREDI 18 OCTOBRE 1978 - N° 771

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

Le Quotidien du Peuple gravement menacé

IL NOUS FAUT 25 MILLIONS
D'ICI LE 1^{er} NOVEMBRE

Lire en page 3

Sidérurgie et métallurgie lorraine

Halte aux licenciements !



Les travailleurs de Lorraine, durement touchés par la crise, entrent en lutte contre les fermetures d'usines.

Les travailleurs de Soloci, entreprise métallurgique menacée de fermeture, occupent leur usine : ils ont manifesté samedi à Thionville en débaptisant une place pour l'appeler «Place pour la bataille de l'emploi».

Les menaces de licenciements massifs dans la sidérurgie exigent une riposte d'ampleur. Ce mardi, les syndicats appelaient les travailleurs à la grève : selon les premières informations qui nous parvenaient mardi matin, la grève était suivie à plus de 60 % à Sacilor, plus faiblement à Sollac. A Rombas, les travailleurs barraient les routes.

ÉLECTION DU PAPE

Des conséquences politiques importantes

Pour la première fois depuis 456 ans, le Pape n'est pas italien. Il n'est pas membre de la Curie. Il est — relativement — jeune, puisqu'il n'a que 58 ans. Autant de surprises. Et surtout il est polonais. En Pologne, il est considéré comme un des chefs de l'Église qui se sont le plus opposés au pouvoir. De ce fait même, son élection revêt un caractère politique particulier. Les réserves, voire l'inquiétude, manifestées par les gouvernements des pays de l'Est en témoignent. Si le «règne» de Jean-Paul II n'est pas susceptible d'arrêter le déclin général de l'Église catholique, il n'en reste pas moins que son élection surprise est de nature à modifier, dans une certaine mesure, les données de la politique internationale.

Lire en page 6

Iran : grève très suivie lundi, huit tués chez les manifestants

La journée de deuil décidée par l'opposition a été marquée par des mouvements de grève largement suivis. Des manifestations ont éclaté dans différentes villes, notamment à Téhéran et dans le sud-ouest du pays. La répression a fait au moins huit morts et des dizaines de blessés. Le gouvernement Emani n'a pas réussi à contenir le mouvement populaire : ses jours semblent désormais comptés.

Lire en page 12

L'ambition de Giscard : rattraper l'Allemagne

Giscard a annoncé lundi soir ses projets de développement de l'impérialisme français. Un exposé défensif sur bien des aspects mais avec une volonté de rattraper le niveau de l'Allemagne fédérale. Des obstacles pour les projets giscardiens : les exigences du Tiers-Monde pour obtenir un meilleur prix de ses matières premières, et la résistance des travailleurs aux conséquences des restructurations, les «données sociales» selon ses termes.

Lire en page 3

Lycées : la mobilisation se maintient

Les lycéens et collégiens entament leur quatrième semaine de lutte contre les mesures Beullac. Ce lundi, la mobilisation se maintenait dans de nombreux établissements de la région parisienne et différents lycées sont toujours occupés. La quatrième coordination de la région parisienne se tenait lundi soir et plus de cinquante établissements étaient présents. Cette coordination a permis de réaffirmer la volonté des lycéens en lutte et de renforcer le mouvement, de se donner une structure réellement représentative et d'établir des liens solides avec les travailleurs en lutte contre «l'ennemi commun, le gouvernement».

Lire en page 5



Tribune de discussion pour le 3^e Congrès du Parti Communiste Révolutionnaire m-l

La tribune de discussion pour le 3^e Congrès du PCR m-l est ouverte aux organisations du Parti, à ses sympathisants et ses amis. Dans ce cadre, les nombreuses contributions qui sont attendues pourront être publiées selon l'ordre et l'intérêt de la

discussion. Le camarade Jacques Wandler, membre du Comité central et chargé par lui de cette tâche, répondra chaque fois que cela sera utile à ces contributions pour éclaircir le sens des modifications dans le projet et éventuellement, les développer.

Oui, il s'agit bien d'une crise politique

Si l'analyse de la situation internationale suscite bien des réflexions, celle de la situation intérieure en France n'en est pas moins importante. Deux questions s'imposent particulièrement : Quel est le poids des «facteurs de révolution» ? Quelles sont les tâches du Parti aujourd'hui ? Pour y répondre, il me semble nécessaire de prendre en compte un certain nombre d'éléments qui ne sont pas développés, dans le projet de programme.

Certaines des menaces les plus immédiates qui pesaient sur le pouvoir de la bourgeoisie sont aujourd'hui écartées :

- sur le plan économique les difficultés de la crise amorcée en 74-75 (et qui, pour une part, était comparable à une crise cyclique classique du capitalisme) ont été en partie maîtrisées : récession de la production, déficit du commerce extérieur, tenue de la monnaie... La politique économique suivie aujourd'hui répond à un plan conscient — et même cohérent du point de vue bourgeois — pour consolider la place de l'impérialisme français dans la concurrence internationale.

- la défaite de la gauche aux élections de mars 78 a levé l'hypothèque la plus importante qui pesait

sur l'évolution de la situation politique, et qui était la source principale de division des partis politiques bourgeois. Le pouvoir politique de la bourgeoisie en place, même s'il n'est pas durablement garanti, n'est pas menacé dans l'immédiat.

- sur le plan idéologique, s'il est vrai que le modèle de la «société de consommation» a fait faillite, ces dernières années ont vu s'engager toute une campagne réactionnaire à plusieurs niveaux.

En s'appuyant sur la réalité de l'URSS de Brejnev, et des partis révisionnistes, voire sur leur expérience passée de militants révolutionnaires, tout un courant parmi les intellectuels («les nouveaux philosophes» en particulier) s'est attaché à discréditer les pays socialistes, à nier les acquis du mouvement révolutionnaire, et la lutte des classes. Son importance ne saurait être sous-estimée. Certes, il touche surtout les milieux intellectuels (mais ceux-ci ont une grande influence dans les moyens d'information de masse, et ils la mettent à profit); mais son audience s'étend aussi à des couches qui étaient traditionnellement influencées par l'extrême gauche. Ce courant nourrit toute une campagne ultra-réactionnaire (réhabilitation

du fascisme...) et vise aussi à saper toute confiance dans le socialisme, dans une alternative positive pour notre peuple.

- enfin et surtout, nous devons carner avec la plus grande attention les obstacles qui ont été rencontrés par la classe ouvrière dans l'organisation d'une riposte à l'offensive de la bourgeoisie. Ceux-ci ne sauraient être limités au seul poids du révisionnisme ou à l'attentisme électoral.

- la politique menée par la bourgeoisie tend à diviser les travailleurs. Un camarade de Limoges le montrait fort bien dans ces colonnes à propos du chômage, mais cela est généralisable.

- la subordination des directions syndicales aux manœuvres des partis de gauche, leur refus à organiser une riposte d'ensemble ont certes contribué à démasquer réformistes et révisionnistes. Mais cela a aussi conduit nombre de militants à désertier la lutte dans les structures, à se replier sur leur boîte, de même qu'a été suscité un courant, sinon anti-syndical, du moins de désaffection des syndicats. Pouvons-nous nous réjouir de ce qui apparaît, objectivement, comme un facteur de désorganisation de la classe ouvrière ?

- de nombreuses luttes

ont révélé des facteurs très positifs. Mais combien d'entre elles, conduites pourtant avec résolution ont-elles abouti à des succès incontestables ? Le souvenir de trop d'échecs pèse sur les travailleurs, développant sinon la résignation, du moins des hésitations à se lancer dans la lutte.

La situation aujourd'hui doit être saisie dans ses aspects contradictoires. Les facteurs rappelés ci-dessus sont dans l'ensemble négatifs. Ils sont pour une part conjoncturels. Ils ne doivent pas faire oublier les grandes tendances qui sont dégagées dans le projet de programme.

Oui, il s'agit bien d'une crise politique et la révolution est l'affaire de notre génération. Mais caractériser la situation ne suffit pas. Il faut aussi en tirer les conséquences sur les tâches du Parti, autrement dit avancer dans l'élaboration de la théorie de la révolution en France. Le chemin qui nous conduit à la révolution risque d'être long, semé d'embûches et plein de détours. S'il ne peut être complètement défini dès aujourd'hui, nous devons au moins en marquer les étapes, déterminer pour chacune d'elles la contradiction principale sur la-

quelle nous devons concentrer nos efforts. Et nous devons pour cela tenir compte des facteurs positifs, mais aussi des obstacles, des difficultés que nous devons contribuer à résoudre.

Aujourd'hui, alors que le pouvoir de la bourgeoisie n'est plus menacé à court terme sur le plan économique ou parlementaire ce sont les luttes de la classe ouvrière qui sont le facteur déterminant dans l'évolution de la situation. Mais il ne suffit pas d'appeler à la lutte. Il faut aussi contribuer à en créer les conditions :

- L'unité de classe des travailleurs ;

- Leur autonomie par rapport aux projets des réformistes et des révisionnistes ;

- Leur organisation, y compris dans les syndicats ;

- L'assimilation, par les travailleurs eux-mêmes, des enseignements qui doivent être tirés des luttes des dernières années, afin de déterminer la tactique à adopter.

C'est en fonction de ces exigences qu'il nous faut préciser notre conception de la construction du front, et l'importance respective à accorder aux différents secteurs de lutte dans le cadre de l'unité populaire. Le front resterait

une incantation stérile si nous le limitons soit à une simple structure organisationnelle se superposant à d'autres existant déjà, soit à une simple convergence de fait de «fronts de lutte» auxquels il ne pourrait apporter qu'un appui moral.

Enfin, l'importance de la lutte idéologique et théorique ne doit pas être sous-estimée. Son enjeu est très clairement l'affirmation d'un projet politique crédible, s'appuyant à la fois sur les réalisations concrètes des pays socialistes, et sur l'expérience du mouvement ouvrier, et qui réponde aux questions que se posent aujourd'hui les travailleurs sur les conditions de leur émancipation.

Ces différents points doivent être approfondis par le Parti. Ils suscitent de nombreuses questions, qui impliquent elles-mêmes des tâches d'enquêtes, de centralisation, d'étude, importantes et pour une part nouvelles. La capacité du Parti à les prendre en mains conditionne aujourd'hui la poursuite de son édification et sa constitution en force capable de peser sur l'évolution de la situation politique.

J. D.
Cellule INSEE
PARIS

LE RPR PRECISE LES LIMITES DE LA TREVE

A Amboise, ville dont le maire est Michel Debré, Chirac a pris la parole samedi dernier pour préciser la tactique du RPR par rapport au gouvernement. Ce n'est sans doute pas un hasard si, quelques jours après avoir décrété la trêve, Chirac intervient précisément chez Debré, qui affiche plus que tout autre, des positions très critiques vis-à-vis du gouvernement (c'est lui qui avait publiquement posé la question du maintien du RPR dans la majorité).

Chirac a notamment déclaré : «Notre attitude se

définit par deux mots : trêve et mobilisation. Si le gouvernement a une chance de réussir, laissons-la lui. Cette trêve ne saurait s'appliquer si entre-temps les principes sur lesquels repose le Rassemblement devaient être mis en cause, elle serait rompue si on nous demandait d'engager une action non conforme à nos convictions». En particulier, il a rejeté toute hypothèse de transformation de la constitution ou de code électoral. Debré avait déclaré à ce sujet : «Quand on cherche la sympathie des radicaux de

gauche ou des socialistes raisonnables, quand on n'exclut pas la proportionnelle, on va allègrement dans la voie qui a fait de la France avant 1958 l'homme malade de l'Europe».

Dans la période actuelle, où le RPR vient de décider de laisser le gouvernement tranquille pour quelque temps, il lui importe de ne pas apparaître comme manœuvrant en recul. D'où les avertissements sur le caractère non définitif de cette trêve : le RPR entend maintenir sa pression sur le gouvernement.

● PR : «Il faut que les Français comprennent»

Jacques Blanc, secrétaire national du PR, a réuni samedi, les responsables fédéraux de son mouvement afin d'envisager la réalisation de la campagne d'adhésions décidée au mois de septembre. Les choses sont déjà difficiles pour un courant politique qui recueille bon nombre de ses suffrages, non pas en soutien à sa politique, mais par crainte de l'application de celle de la gauche. Mais, de surcroît, cette campagne d'adhésions entre en concurrence avec la campagne d'adhésions de l'UDF, regroupement auquel participe le PR. Pinton, le porte-parole de l'UDF voit, d'ailleurs grand, puisqu'il envisage de faire adhérer à son regroupement tous les électeurs lors des législatives de mars, soit la bagatelle de 6 millions de personnes... Blanc, lui, n'est pas défavorable à cette initiative mais préfère tirer la couverture à lui : «Il faut que les Français comprennent qu'il existe plusieurs voies pour entrer à l'UDF : la voie du soutien par l'adhésion directe et la voie des militants par l'adhésion à l'un des partis qui la constituent. Pourquoi pas le PR ? C'est-à-dire le parti le plus proche du Président de la République ?»

Blanc peut rêver tout haut ; il aura du mal à accumuler suffisamment de forces pour faire prendre en charge «par la base» la campagne présidentielle de Giscard.

ASSEMBLEE DES PME : UN NOUVEAU PRESIDENT

Le président de la Confédération des petites et moyennes entreprises, Léon Gingembre, vient d'abandonner ses fonctions, qu'il exerçait depuis 1944. Il sera remplacé à la tête de la Confédération par René Bernasconi, qui était jusqu'à présent vice-président de la Confédération.

Les petites et moyennes entreprises ont encore un poids important en France, puisqu'elles emploient 60% des salariés, réalisent 50% des exportations, et 90% de la distribution.

Le Quotidien du Peuple gravement menacé

IL NOUS FAUT 25 MILLIONS D'ICI LE 1^{er} NOVEMBRE

La situation est grave. Notre appel pour faire souscrire 25 millions d'ici le premier novembre n'a jusqu'à ce jour reçu qu'un écho limité. Seulement 2 millions huit ont été souscrits ! Cette somme faut-il le redire, est sans commune mesure avec le montant de nos dettes immédiatement exigibles :

Notre imprimeur refuse de nous consentir un crédit plus important que celui qui existe actuellement et qui est déjà à l'extrême limite du tolérable.

Nous ne sommes pas à ce jour en état de renouveler notre commande hebdomadaire de papier, qui constitue pourtant c'est une évidence, un produit de première nécessité pour confectionner un journal.

Quant aux salaires et charges diverses ils sont encore plus en retard avec toutes les conséquences que cela entraîne.

Pour faire face au plus immédiat une première mesure d'économie a été décidée en faisant revenir la pagination de notre journal de 12 pages à 8. D'autres restrictions sont prévues, et si la situation ne se redressait pas rapidement, nous serions contraints de réduire encore la pagination. Répétons-le, pour sauver le Quotidien du Peuple, il nous faut 25 millions d'ici le premier novembre, et une somme équivalente d'ici la fin de l'année.

Voilà camarades dans toute sa sécheresse la situation de notre, de

notre journal. Allons-nous laisser disparaître 3 années d'effort et de travail ? Le Quotidien du Peuple va-t-il devoir s'incliner devant la toute puissance des lois du capital dans le domaine de la presse ? Seule une bataille de grande ampleur pourra le sauver et lever les menaces de disparition qui pèsent sur lui. Nous savons que cette bataille est déjà dans un certain nombre d'endroits entamée. Malheureusement c'est encore insuffisant, très insuffisant. Tous nos amis, tous nos lecteurs qui depuis 3 ans suivent avec attention notre combat quotidien, joindront leurs efforts aux nôtres pour sauver leur journal, et empêcher que disparaisse cette arme irremplaçable que constitue le quotidien. Ecrivez-nous, décrivez-nous les initiatives prises, pour que nous puissions rendre compte à cet endroit du journal des nombreux efforts réalisés pour sauver notre journal. Nous nous efforcerons en fonction des remontées d'argent et de votre courrier, de rendre compte chaque jour ici de l'avancée de cette bataille. Au travail camarades.

| | |
|-------------------|----------|
| Paris | 400 |
| 19° | 30 |
| Paris Sud | 180 |
| Alfortville | 270 |
| Vitry | 100 |
| | 10 |
| | 10 |
| Hem | 965 |
| | 5 |
| Boulogne | 100 |
| Vente objets | 30 |
| Sympathisants | 25 |
| Boulogne | 477,95 |
| Vente objets | 400 |
| Lille | |
| Des sympathisants | 25 |
| Hem | 5 |
| Vente | 190 |
| Marseille | 334 |
| | 250 |
| Belfort | 700 |
| Jeunes UCJR | 20 |
| Vente | 70 |
| Caen | |
| M.L et Y.L. (CHU) | 50 |
| I.J. (CHU) | 15 |
| G.C. (CHU) | 50 |
| B.C. (CHU) | 100 |
| A.R. (CHU) | 150 |
| C.B. (PTT) | 200 |
| CHU | 120,15 |
| Sully/Loire | |
| Un ami du journal | 200 |
| Nantes | 650 |
| TOTAL | 6 132,10 |
| Total précédent | 22 667 |
| Nouveau total | 28 799 |

Pour les 25 millions du Quotidien du Peuple, je verse F.

Nom :

Adresse :

Etablir les chèques à l'ordre du Quotidien du Peuple : CCP ; centre Paris, compte N° 23 132 48 F
Crédit Lyonnais : agence ZU 470 compte N° 7 713 J

Questionnaire sur TF 1

GISCARD ET LES AMBITIONS DE L'IMPERIALISME FRANÇAIS

Giscard nous a imposé, lundi soir, pendant plus d'une heure, ses visions sur la crise et les moyens d'en sortir... au niveau de l'an 2000. Mieux valait, à son sens ne pas parler de l'actualité. Un objectif : rattraper le niveau de l'Allemagne fédérale d'ici une dizaine d'années. Un discours révélateur d'une crise, et d'une crise durable.

L'essentiel était consacré aux problèmes économiques, à l'obsession de trouver une place de premier plan pour la France dans la concurrence inter-impérialiste. Pour lui, trois obstacles fondamentaux s'opposent à ces ambitions :

— les superpuissances et les pays impérialistes

plus développés : face aux quatre pays les plus développés, les Etats-Unis, l'Union soviétique, le Japon et l'Allemagne fédérale, l'ambition de Giscard est de placer la France dans ce peloton de tête, au niveau de l'Allemagne fédérale.

— le Tiers Monde qui réclame un prix plus juste de ses matières premières, ainsi qu'un transfert de technologie qui lui permet de plus en plus de concurrencer certains pays impérialistes parmi les plus faibles ; sur ce point, Giscard semble prendre son parti de cette situation, qualifiant de «durable» la hausse des matières premières.

Quant aux pays du Tiers Monde qui commencent à concurrencer l'impérialisme français, il

convient, selon Giscard, de trouver des «créneaux» où ils ne peuvent pas concurrencer la France. Pour le reste, il en est réduit à demander des conseils au Premier ministre de Singapour.

— les résistances de la classe ouvrière, ou comme le dit Giscard, les «données sociales» qui sont différentes en France qu'en Allemagne, ou au Japon : «L'idée de demander (à la France) des sacrifices brutaux et massifs est quelque chose de contraire à son état psychologique, et dans des circonstances normales, il faut en tout cas les éviter».

Pour expliquer qu'il était possible de rattraper l'Allemagne, l'exemple donné n'est pas bien satisfaisant : la France, nous dit-il, a rattrapé la Grande-Breta-

gne depuis une dizaine d'années. Mais ce n'est pas tant l'impérialisme français qui s'est développé que l'impérialisme britannique qui a connu ces dernières années une régression catastrophique.

Ce discours reflète l'impuissance de la bourgeoisie française à résoudre ces problèmes : puisque la France ne peut pas tenir la concurrence sur bien des points, ne tenons que les créneaux qui nous sont impartis ; pour le reste, il faut liquider les secteurs non rentables, qui constituent selon lui le tiers de l'industrie. Voilà qui donne une idée de l'ampleur des licenciements qui vont se poursuivre.

Dans le cadre des difficultés des capacités concurrentielles de la techno-

logie française, doit-on interpréter comme un signe de mauvais augure pour

Giscard le fait que l'émission ait commencé par un incident technique ?

Quelques extraits

Sur les risques de guerre : «Je considère qu'à l'heure actuelle, aucun des grands dirigeants du monde ne prépare une agression de type nucléaire (...). Par contre, il y a des situations de tension ou de danger dans le monde et qui peuvent se développer dans les années à venir».

Sur les aspects particuliers de la crise en France : «La situation de crise qu'on a vue se dérouler en 1974 - 1975, a été beaucoup plus longue et plus étalée qu'on aurait pu l'imaginer au début. On a cru que c'était un très fort réajustement et qu'après ce réajustement on trouverait une situation d'un type plus normal. Et cela a été vrai pour certains pays puisque par exemple pour les Etats-Unis, pour l'Allemagne et pour le Japon, au fond, ils ont pu franchir la bosse de la crise, je dirai fin 1976 début 1977. On s'est aperçu à cette occasion que pour d'autres pays dont le nôtre et des pays voisins (...) leurs structures économiques avaient encore une fragilité telle que la crise les avait ébranlés en profondeur».

LUTTES OUVRIERES

● Recentrage de la CFDT Maire se donne un an...

Dans *L'Unité* du 13 au 19 octobre, Edmond Maire répond à une journaliste du PS, en particulier sur le recentrage de la CFDT : «Pensez-vous que la nouvelle politique d'action de la CFDT soit totalement admise à la base?»

—«Je ne crois pas que les choses soient encore parfaitement claires. (...) Je crois qu'avec un peu de temps, la pratique aidant, une grande masse de militants réalisera que notre chemin est le plus réaliste pour retrouver une ligne d'action unitaire, efficace et transformatrice. (...) Disons que si nous n'arrivons pas à être bien compris au printemps de 1979, nous nous poserons de sérieuses questions sur le fond».

Le printemps 1979, c'est précisément l'époque du prochain congrès de la CFDT... Aujourd'hui, Edmond Maire est bien forcé de reconnaître que le recentrage de la CFDT connaît une certaine résistance. Il la met sur le compte de la difficulté des militants à faire une autocritique «vigoureuse» par rapport à la période électorale ! S'il y a bien une autocritique à faire, c'est tout autant sur cette période que sur celle qui a suivi, avec les visites à l'Elysée et ailleurs, la politique du tapis vert et du ramasse miettes !

● Michelin revient à la charge

Malgré la dure grève de l'année dernière, au moment de Noël, sur la question des week-end, la direction de Michelin revient à la charge : elle vient d'expérimenter dans deux usines, à Roanne et au Puy, une nouvelle forme pour essayer de faire tourner les machines le week-end : 4 équipes travaillant en semi-continu, avec soit la prise de service le dimanche soir, soit la fin du travail le samedi soir ou le dimanche matin.

● Vitry : la centrale thermique en grève

Jeudi dernier, les 500 ouvriers de la centrale thermique de Vitry se mettaient en grève illimitée. Le lendemain matin, ils arrêtaient complètement la production. Parmi les revendications prioritaires, les effectifs et les salaires. A Vitry, les agents EDF de la «base de travaux» sont aussi en lutte contre la répression anti-syndicale.

● Blois 248 licenciements à Air Equipement

La direction d'Air Equipement vient d'annoncer 248 licenciements, sur les 639 salariés actuels. 84 personnes seulement continueront à fabriquer les pièces pour l'électronique, et dans le secteur des pompes hydrauliques, qui emploie la moitié du personnel, la durée hebdomadaire du travail passera à 32 heures, dans les jours qui viennent.

● Communaux en grève les 23 et 24

La CGT et la CFDT appellent les personnels des communes (communaux, sapeurs-pompiers, employés des HLM) à deux journées d'action les 23 et 24 octobre, «pour dénoncer les récentes décisions du ministère de l'Intérieur remettant gravement en cause leurs droits acquis, et pour faire aboutir leurs cahiers de revendications. Ces deux journées se situent au moment même où s'ouvre au Parlement l'important débat sur la loi cadre du plan de développement des responsabilités locales».

● Foyers Sonacotra Saint Denis et Pierrefitte : report au 15 décembre

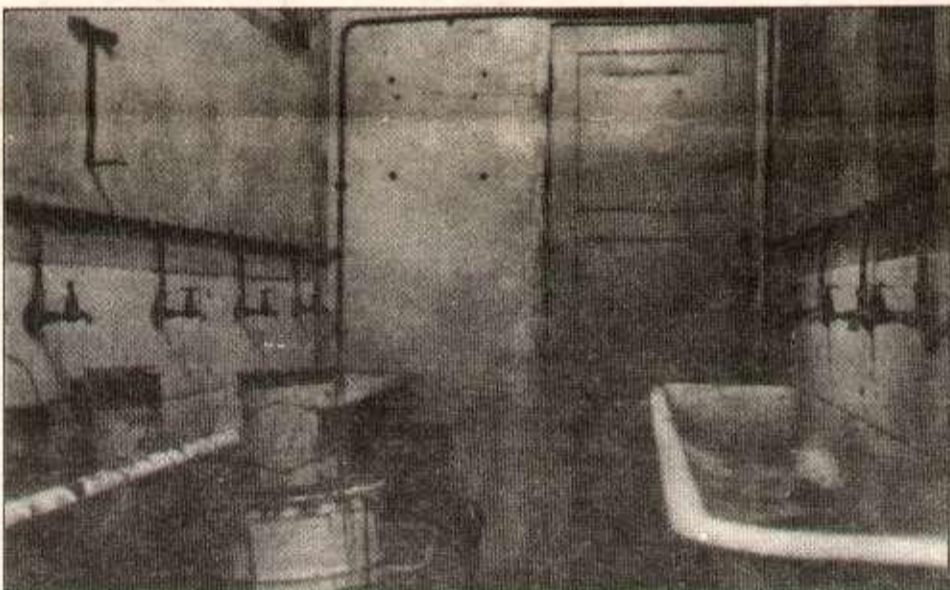
Vendredi 13 octobre, 12 résidents des foyers Sonacotra en grève des foyers de Pierrefitte et de Saint Denis (Romain Rolland) comparaissent devant le tribunal d'Instance de Saint Denis. Plus de deux cents résidents des deux foyers étaient venus soutenir leurs camarades. On notait aussi la présence de travailleurs français, en particulier de l'Alstom Saint Ouen, et de l'UL CFDT de Saint Denis. Un rassemblement très combatif avait lieu devant le tribunal. Le juge a reporté le procès au 15 décembre.

Bonin (St Ouen) : 20^e jour de lutte

LE PATRON FAIT APPEL AUX VIGILES



Les grévistes, lundi après-midi, devant l'usine : «C'est notre première grève. Avant, le patron faisait ce qu'il voulait, nous n'étions pas organisés. Il a essayé d'implanter la CFT. Maintenant, nous nous sommes organisés collectivement dans un syndicat CGT, à 97 %. Le patron ne peut plus faire la loi comme il l'entend !».



Les grévistes, comme on le sait, exigent une amélioration des conditions d'hygiène, notamment des lavabos véritables à la place de l'infecte réduit qui en tient lieu actuellement (notre photo). Les vestiaires, les toilettes ne valent pas mieux : «Les rats circulent en permanence» disent les grévistes.

SNAV (Lyon) : changement de propriétaire

2 000 LICENCIEMENTS PREVUS

Le vendredi 27 septembre, les travailleurs de la SNAV apprennent par le journal régional *Le Progrès* que l'usine vient d'être «vendue» un franc à Fauvet-Girel.

La SNAV : elle emploie 950 salariés, dont les trois quarts sont ouvriers. Elle fabrique des wagons porte-automobiles, des wagons alast, des containers, et des engins porte-grues. Fauvet-Girel est une entreprise de wagons-citernes.

La SNAV, employant près de 1 000 salariés, était jus-

qu'alors contrôlée par la Régie Renault, détentrice de la quasi totalité des actions. Depuis le début de l'année, la direction n'a pas cessé de faire planer des menaces sur l'emploi : suppression de la production de camions porte-grues (Saviem). La direction prévoit 200 licenciements, principalement parmi ceux qu'on appelle ici «les indirects» (employés, magasiniers, caristes, outilleurs, service d'entretien...). Ces licenciements viennent après un renforcement de l'exploitation : tout en investissant pour augmenter la production quotidienne de

containers, la SNAV introduisait une prime de rendement de 10 F par jour pour deux containers supplémentaires — prime qui, avec les conditions de travail, constitue une cause essentielle de l'accident mortel survenu en mai dernier.

A l'annonce de cette vente de l'usine, le PCF a sorti un tract qui affirme : «La SNAV doit rester Renault». De son côté, *l'Humanité* écrit : «La dénationalisation menace 250 emplois», ce qu'il faut, c'est donner à Renault les moyens d'une «véritable politique de production na-

tionale»... Dans tout cela, les travailleurs ne comptent guère. Le don de la SNAV à Fauvet-Girel n'est pas seulement un choix du gouvernement de débarrasser Renault d'une filiale tout compte fait peu rentable, c'est une avancée dans la concentration du capital, dont les travailleurs font les frais, que ce soit par les cadences accélérées, ou le chômage. Devant ces menaces de licenciements, les travailleurs s'organisent pour riposter, une inter-syndicale CGT-CFDT se crée.

Les 60 travailleurs (pour la plupart immigrés), de l'entreprise Bonin (pièces pour l'industrie automobile) à St Ouen, ont entamé mardi matin, leur vingtième jour de grève. Rappelons qu'ils exigent un salaire minimum de 2 400 F, une amélioration des conditions de travail, de sécurité et d'hygiène (voir photos des vestiaires et des lavabos), le 13^e mois et la cinquième semaine de congés payés. La direction, après avoir fait appel aux flics deux fois en 48 heures la semaine dernière a depuis le week-end, loué les services de vigiles qui occupent désormais les ateliers, avec un chien ! L'objectif : permettre aux quelques membres de la maîtrise de faire tourner les machines. Pour intimider les travailleurs, une voiture de police est désormais en permanence devant l'usine !

Tout ce déploiement répressif n'a pas été jusqu'ici de taille à décourager les travailleurs, d'autant que la maîtrise est bien incapable de sortir autre chose que quelques pièces. La direction, pour mieux convaincre pense-t-elle, les ouvriers de reprendre le travail, agit parallèlement la carotte : lundi, elle leur proposait 5 % d'augmentation.

«C'est loin de faire le compte» disaient les grévistes massés devant l'usine. «Ça fait 2 200 F et brut encore ! Et puis il y a tout le reste !».

Les travailleurs de Bonin, après avoir manifesté en fin de semaine avec d'autres travailleurs de St Ouen, continuent de populariser leur mouvement.

Lundi soir, ils se rendaient à l'usine Benard Moteurs, proche. Les travailleurs de Bonin sont décidés à obtenir satisfaction ! Il est possible d'aller leur rendre visite.

Lycées

LA MOBILISATION SE MAINTIENT

Hier soir se tenait à Jussieu, la 4^e coordination parisienne des lycéens et collégiens. Dès 18 heures, des groupes se forment et échangent les informations sur l'état du mouvement tandis que l'on recherche un amphi libre pour se réunir. C'est finalement vers 19 h 30 que plus de 200 lycéens et collégiens se retrouvent : plus de 50 établissements sont représentés. Beaucoup de lycéens parisiens bien sûr, mais aussi des lycéens en lutte de la Seine St Denis : Montreuil, Le Corbusier à Aubervilliers, Noisy-le-Sec, Paul Eluard à St Denis, 2 LEP de St Ouen.

Cet élargissement de la représentation est significatif de la volonté de nombre de lycéens de parvenir à l'extension du mouvement même si pour l'instant la lutte reste limitée, sur la région parisienne, à quelques établissements du 93 (Seine St Denis).

Comme plusieurs interventions allaient illustrer la lutte reste active sur ce département. A Montreuil, les élèves sont repassés à l'action après avoir repris les cours depuis 15 jours. Hier matin, une partie des lycéens bloquait les couloirs en élevant des barricades avec des chaises et des tables et appelait à une Assemblée générale. Cette dernière votait la grève et décidait l'occupation. A 14 heures, elle «destituait» le proviseur ! C'est par une ovation de la coordination qu'était saluée la détermination des lycéens de Montreuil.

Un représentant de Noisy-le-Sec rendait compte ensuite de propositions de négociation de l'inspecteur d'Académie avec l'établisse-

ment occupé depuis presque un mois aujourd'hui. «Il ne faut pas des négociations séparées», déclara-t-il, montrant que ce serait là un moyen de diviser le mouvement et de faire reprendre les lycéens un à un sans que le gouvernement cède sur les revendications. Ce danger de négociation séparée est renforcé par le fait qu'un mois d'occupation, jour et nuit, commence à peser et la nécessité se fait jour pour trouver de nouvelles perspectives. Se trouve ainsi posé le problème d'établir des liens plus concrets entre les lycéens et LEP du département pour engager des actions.

C'est d'ailleurs le sens des propositions des élèves du LEP Le Corbusier à Aubervilliers à l'initiative de qui se réunira ce soir une coordination 93 (à 18 heures dans leur établissement). Au Corbusier la reprise des cours a été décidée mais avec occupation tournante du bureau du proviseur et du hall d'entrée pour empêcher l'administration de pénétrer dans les locaux. Cette nouvelle forme de lutte ayant pour but de regrouper les élèves avant les vacances de la Toussaint pour relancer plus largement la mobilisation et éviter le pourrissement de la grève. Conscients de la nécessité d'unir les forces pour vaincre, les élèves du Corbusier sont allés voir les établissements en grève de leur département et ont entrepris de les coordonner. Ils ont également largement informé les travailleurs de leur lutte en intervenant sur les marchés et ont posé concrètement la question du soutien à leurs luttes en allant voir les

postiers de Pontoise et Créteil entrés récemment en grève. «Il faut faire l'unité avec les travailleurs contre le gouvernement» concluait le lycéen vivement applaudi.

A Paris la volonté de lutte est encore minoritaire dans l'essentiel des établissements, c'est ce qui ressortait des différentes interventions. Ceci pose la question des moyens à mettre en œuvre pour développer le mouvement en gagnant la majorité des élèves à l'idée de la grève. Pour ce faire, plusieurs interventions allèrent dans le sens de constituer des coordinations par arrondissements : à Claude Monet, les lycéens ont proposé à ceux de Lurcat, Fourné, Rodin de se retrouver ce soir à 17 h 30 à la «Pochette Tolbiac» pour envisager la mise en place de cette coordination. Même proposition dans le 5^e à l'initiative de Lavoisier. Dans le 17^e ce sont les lycéens de Balzac qui envisagent de prendre contact avec ceux de Bessières et Malarmé.

Cette préoccupation de renforcer le mouvement à partir de coordinations de quartier ou de départements se retrouve en partie dans la motion du lycée Voltaire adoptée tardivement à la fin de la coordination, dans une certaine confusion.

Il faut dire que les tentatives de l'UNCAL pour diviser la coordination en tentant de s'imposer comme «l'organisation qui depuis 10 ans représente les lycéens et collégiens, sur des bases solides, sans faire de politique...» ont limité le débat, provoquant même le départ de certains

lycées comme Michelet par exemple.

«RENFORCER LE MOUVEMENT»

La motion de Voltaire affirmait la nécessité d'élire sur la base d'un programme établi dans chaque lycée des délégués représentatifs et révocables à tout moment.

«La coordination ne sert à rien si elle ne reflète pas le point de vue des lycéens» : cette exigence est importante pour éviter des risques de manipulation. Pour faire le point sur l'état du mouvement, discuter de la suite à donner, débattre de l'école, de sa place dans la société, une journée sera organisée ce vendredi 20 octobre au lycée occupé de Montreuil. Ce sera une journée où «on lutte, on s'informe, on débat, on se rencontre et on écoute de la musique laussinoise».

La mobilisation se maintient donc et les élèves sont à la recherche de nouvelles propositions et de formes de lutte capables de renforcer le mouvement au delà des vacances de la Toussaint.

LE SGEN CFDT APPELLE A L'ACTION

Le SGEN-CFDT a décidé une grève nationale dans l'enseignement supérieur du 6 au 11 novembre. Ce syndicat propose aussi des actions locales. Le SGEN vise à l'intégration des vacataires, la titularisation des assistants, l'abrogation du décret sur le recrutement et les carrières des non-titulaires.

Procès Pailleron en appel

DES DIZAINES DE PAILLERON EXISTENT ENCORE

Un an après le jugement qui les avait condamnés à des peines de prison avec sursis, deux des responsables de la construction du CES Pailleron, comparaissent une nouvelle fois, en appel. Il s'agit de l'architecte et du PDG de Construction Modulaire, les créateurs de ces établissements incendiaires. Vingt victimes avaient payé de leur vie cette construction économique, où la sécurité avait été bradée. En faisant appel ces deux responsables, selon un animateur de l'association des familles des victimes de Pailleron, viseraient à «faire retomber au maximum la faute sur les fonctionnaires qui ne sont plus là pour répondre. Et ainsi essayer d'alléger leur peine à la limite des douze mois». Les fonctionnaires pour lesquels une part de responsabilité avait été reconnue, s'étaient vu infliger des peines inférieures à un an avec sursis, et avaient ainsi profité de l'amnistie. Ce serait cette amnistie que les deux personnages chercheraient à obtenir. D'autant que le patron de Construction Modulaire, Lefèvre semble avoir d'autres affaires sur le dos, notamment des histoires de fausses factures dans l'est.

Dans ce nouveau procès qui sera clos, le 20 octobre aucun élément nouveau. Il semble même que les magistrats se soient déjà forgés leur point de vue, ils disposent en effet de la «minute» (note des débats) du précédent procès, et ils n'ont pas jugé utile de projeter le film qu'avait réalisé l'Association des familles des victimes de Pailleron. Quoiqu'il en soit, quels que soient les résultats de ce procès, des dizaines d'établissements du type Pailleron, ou similaires, menacent toujours de s'embraser comme des fûts de paille ; seuls dans les établissements où les parents d'élèves ont exigé des mesures de sécurité, des transformations ont eu lieu. «Mais» constate un responsable de l'Association des familles des victimes de Pailleron, «il y a encore énormément de constructions du type Pailleron dans lesquelles il n'y a rien eu de fait. Mais un autre problème est le vieillissement des matériaux employés : ce vieillissement se fait au détriment de la sécurité, plus ils vieillissent plus ils sont dangereux (comme le Sopaland, employé comme isolant)». Quant aux responsables ils continuent de nier l'évidence...

PCUK, Pierre Bénite : la production d'acroléine continue...

Vendredi dernier, à l'usine Pechiney de Pierre Bénite (agglomération lyonnaise), un accident survenait à l'unité de production d'acroléine. Une dizaine de personnes étaient hospitalisées à la suite de cette pollution avec cette matière particulièrement dangereuse. Le préfet du Rhône, avait alors fait une déclaration dans laquelle il disait que la fermeture de l'usine interviendrait si «la sécurité publique» l'exigeait. Les habitants de Oullins qui n'en sont pas à leur première expérience d'intoxication de PCUK, n'ont pas attendu les déclarations du préfet pour exiger l'arrêt de cette production menaçante. Cependant, la production d'acroléine continue à Pierre Bénite, dans les mêmes conditions avec les mêmes dangers, jusqu'à la fin du cycle engagé. Le préfet, attend les conclusions de la commission d'enquête...

35 000 tonnes de pétrole lâchées par le Christobitas dans le canal St Georges

On en est maintenant certain : tout le pétrole des soutes du pétrolier grec *Christobitas*, armé par la British Petroleum, est sur le point de se répandre. Le pétrolier, un «petit», avait heurté des récifs au large de Milford Haven, port du Pays de Galles. Il se dirigeait vers Belfast, venant de Rotterdam. Les autorités anglaises entrent aussitôt en contact avec le commandant, dont le navire était encore en état de manœuvrer, pour lui enjoindre de poursuivre sa route vers l'Irlande. «Pour éviter une pollution du littoral gallois» disent ces mêmes autorités pour se justifier. Le navire était en fait trop durement touché pour parcourir une telle distance et vendredi matin, l'équipage devait l'évacuer. Du coup, les côtes galloises comme les côtes irlandaises sont menacées. D'autant plus que, comme cela avait été fait pour le *Torrey Canyon*, les détergents de la même British Petroleum sont massivement utilisés.

● Grimaces à gauche, avant la rupture

Robert Fabre révèle des aspects intéressants sur les discussions qui ont précédé la rupture de la gauche. On y apprend ainsi la prodigieuse mobilité de ses oreilles. «Je fis la démonstration de la mobilité de mon tissu crânien et de mes appendices auriculaires, fruit d'un entraînement qui remonte à ma prime jeunesse. L'assistance attentive admira ma capacité à remuer séparément chacune de mes oreilles». Alternativement à droite et à gauche. Les participants au sommet de la gauche, auraient dégagé des positions communes pour «démontrer leurs talents en matière de souplesse des doigts ou des muscles de la face».

● Les problèmes du PSU

Le journal du PSU *Tribune socialiste* révèle les problèmes, notamment financiers, qui secouent ce parti. Ces problèmes (mauvaise rentrée des cotisations depuis les élections) sont liés à des problèmes directement politiques : la désaffection des militants est grande après l'échec de la gauche, le PSU ayant, au moment des élections, placé de grands espoirs dans une victoire de la gauche.

Le week-end dernier, le PSU a invité à Paris les organisations autogestionnaires de l'Europe des Neuf, de la Grèce et de l'Espagne. Les participants ont exprimé leur inquiétude quant à l'élargissement de la CEE ; sans se prononcer sur leur participation aux élections européennes, ils ont décidé le principe d'une campagne commune, sur cinq thèmes :

- La restructuration du capitalisme et le chômage qu'elle implique ;
- La sauvegarde des libertés politiques et syndicales ;
- La défense des équilibres naturels ;
- Le refus du nucléaire ;
- Le rejet des institutions supranationales en Europe.

● Nouveau mouvement radical

Samedi s'est constituée la «fédération pour une démocratie radicale» qui réunit la minorité «fabriste» du MRG. Participaient à la réunion Manuel Diaz, ex-financeur du MRG, qui a coupé les fonds depuis qu'il est minoritaire, Mme Thome-Patenôtre, Guy Gennesseaux, conseiller de Paris, Pierre Bracque, qui participe aux côtés de Fabre à sa mission sur l'emploi. La fédération pour une démocratie radicale n'entend pas seulement réunir les minoritaires du MRG, mais servir de point de rencontre entre radicaux de diverses tendances. La fédération estime nécessaire que le MRG présente une liste aux élections européennes, dont le chef de file serait Robert Fabre.

● Mitterrand veut son quotidien

Le Parti socialiste songe de plus en plus sérieusement à se doter d'un quotidien. Le PS peut être, Mitterrand en tous cas. En effet, il existe déjà un journal très proche du PS mais pas forcément de la tendance qui convient au Premier secrétaire. *Le Matin de Paris* en effet, lui semble sans doute trop proche de Rocard et en tout cas pas sûr. De plus pour satisfaire son public qui se répartit dans tous les courants de la social démocratie *Le Matin* est contraint de révéler diverses péripéties de la lutte pour le pouvoir qui se mène à la direction du PS, péripéties dont Mitterrand préférerait sans doute qu'elles ne soient pas divulguées. Un responsable du PS a révélé très récemment qu'un groupe de travail travaillait depuis trois mois à définir les contours de ce nouveau quotidien. Il leur faudra trouver des fonds et si les bailleurs ne sont pas rares pour miser sur la social démocratie il est plus difficile d'en trouver qui acceptent de se lancer dans le soutien d'un journal reflétant l'opinion de tel ou tel chef de celle-ci.

LA CARTE D'ABONNÉ AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT

A un abonnement à

- *Front Rouge*, revue politique et théorique du PCRM
- *Pékin information*
- *La Chine en construction*

Réception du *Manifeste pour le Socialisme*

et à un livre ou un disque au choix (pour chaque réabonnement, un cadeau supplémentaire au choix)

PARMI LES LIVRES

- LE TOME V DE MAO TSE TOUNG

ou

- *La France de 68* (A. Delale et A. Ragache)
- 500 affiches de mai 68
- *Kuo Mo Jo* : poèmes de 1921 à 1964 traduits par Michelle Loi
- *Adieu camarades* (Roger Pannequin)
- *Argentine : Révolution et contre révolution* (F. Gèze/A. Labrousse).
- *Salaire aux pièces* (Miklos Harastzi)
- *Ecoles rurales, quel avenir* (Collectif «école-formation» de Grenoble)
- *Nucléaire danger immédiat* (CFDT) et *électronucléaire danger* (groupement de scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire).

PARMI LES DISQUES

- *L'homme qui regarde son pays d'exil* (Higinio Mena, chants argentins)
- *Chants anti-nucléaires* (Comité régional d'information et de lutte anti-nucléaire de Basse Normandie) et *Argentine Solidarité* (COBAS)
- *Poèmes chantés de Palestine, Syrie et Tunisie* (Hedi Guella)
- *Ils se meurent nos oiseaux* (disque édité en soutien aux luttes des bretons frappés par la marée noire).

LIBRAIRIES

| | |
|----------------------------|--------------------------------------|
| Arras | 2 quai amiral Lalande |
| Librairie Brunet | Lille |
| 21 rue Gambetta | Librairie populaire |
| Aix en Provence | 40 rue de Guesdes |
| Librairie quotidienne | Lyon |
| 5 rue Félibre Gault (10 %) | Librairie populaire |
| Besançon | 226 rue Duguesclin (3 ^e) |
| Lib. Les sandales | (10 %) |
| D'Empédocle | Metz |
| Place Victor Hugo | Librairie Géronimo |
| 138 Grande rue (10 %) | Rue du Pont des Morts |
| Bourges | (10 %) |
| Lib. Nathanaël | Montluçon |
| 4, cours Avaricum | Le bouillon de culture |
| Brest | 15 rue Barathon (10 %) |
| Lib. Graffiti (10 %) | Nice |
| Place Saint Louis | Le Temps des Cerises |
| Caen | 50 bd de la Madeleine |
| La Licorne (10 %) | (10 %) |
| Rue Froide | Nantes |
| Clermont Ferrand | Librairie 71 (10 %) |
| Lib. Jean Rome (10 %) | 50 bd de la Madeleine |
| 1 rue des Gras | Orléans |
| Evreux | Les temps modernes |
| Lib. Dubois-Dehayes | rue N.D. de Recouvrance |
| rue Chartraine (5 %) | (5 %) |
| Grenoble | Quimper |
| Le livre ouvert | Calligrammes |
| Cours Fontaine (10 %) | 23 rue du Sallé (10 %) |
| La Rochelle | Perpignan |
| Lib. La Genette (5 %) | Le Futur antérieur |
| Rue Rougemont | 5 rue du Théâtre (10 %) |
| Le Mans | Reims |
| Lib. La Taupe (10 %) | Le grand jeu |
| | 20 rue Colbert |

CINÉMA

| | |
|---|-----------------------------------|
| Paris | Le Canut |
| Saint-Séverin | 32 rue Leynaud (1 ^{er}) |
| 12 rue Saint Séverin (5 ^e) | Tarif étud. |
| Tarif étudiant : 10 F | Nancy |
| La Clef | Art et Essai cameo |
| 21 rue de la Clef (5 ^e) | 16 rue de la Commanderie |
| Tarif étud. | Tarif étud : 10 F |
| Seine Cinéma | Metz |
| 8 rue Frédéric Sauton (5 ^e) | Ciné 35 - Le Pax |
| Châtelet-Victoria | 31 rue de Verdun |
| 19 rue Victoria (1 ^{er}) | Perpignan |
| Tarif étud. | Art et Essai |
| Lyon | Le cinématographe |
| Cinématographe | 8 rue d'lena |
| 44 cours Suchet (2 ^e) | Strasbourg |
| Tarif collect. | Le Club |
| (5 tickets : 40 F) | 3 rue du Vieux |
| | marché aux vins |

Nom (en capitales).....

Prénom.....

Ville.....

Date :

Abonnement normal 350 F

Abonnement de soutien 600 F

..... F

Mode de versement : - en une fois - en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.

Découpez et renvoyez au Quotidien du Peuple

BP 225 75824 Paris Cédex 19.

Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte «abonné-ami», qui leur donnera un certain nombre d'avantages, dont nous publions la liste ci-dessus.

L'élection du cardinal Wojtyla UNE DONNEE NOUVELLE DANS LA SITUATION INTERNATIONALE

● Pour une surprise, c'est une surprise. Les listes de cardinaux susceptibles de devenir papes étaient nombreuses à circuler, mais pas une seule ne faisait état du nom de Karol Wojtyla, archevêque de Cracovie. C'est pourtant lui qui a été élu, au terme d'un conclave relativement rapide, puisque seulement huit votes furent nécessaires.

L'élection de Wojtyla accroît considérablement la dimension politique de l'élection du nouveau pape. Dans le cas de Jean-Paul 1^{er}, il s'agissait de désigner un pape de compromis, susceptible de réaliser un relatif équilibre entre les différentes tendances de l'Eglise. Quant à la stature du personnage, tout le monde s'accorde à dire qu'elle était faible. Il en va tout autrement aujourd'hui.

Du point de vue des rapports de force au sein de l'Eglise catholique tout d'abord. La toute puissante curie romaine voit son rôle encore diminué, puisque Jean-Paul II, c'est son nouveau nom, est «un homme de terrain». Du point de vue du dogme ensuite. Du fait même qu'il ait fait toute sa carrière en Pologne, Jean-Paul II semble être d'une grande rigueur doctrinale. Les «innovations» en matière de culte pourraient s'en voir freinées. On aura plus de précision à ce sujet quand le nouveau pape aura désigné ses collaborateurs directs, et notamment le cardinal Villot, qui aurait fait connaître — avant le conclave — son intention de démissionner.

L'importance de l'élection n'est cependant pas là. Le nouveau pape n'est pas italien, ce qui n'était pas arrivé depuis 1522. Qui plus est, il vient d'un pays de l'Est. Dans les milieux de la dissidence polonaise,

on souligne que Jean-Paul II est considéré comme «plus ouvert» que le primat de Pologne Wychinsky. On souligne aussi qu'il jouit d'un certain prestige, et qu'il est entré souvent en contradiction avec les autorités polonaises. Il faut aussi remarquer qu'il était archevêque de Cracovie, une des villes les plus contestataires de Pologne.

Son élection est de toute évidence un mauvais coup pour les pays de l'Est, et notamment la Pologne, où le sentiment religieux, qui, de par l'oppression qui existe là-bas, revêt un caractère spécifique, va se renforcer. Dès lundi soir, des milliers de Polonais sont descendus dans la rue pour fêter son élection. Ferveur religieuse, certes, mais aussi sentiment de se sentir plus fort face au pouvoir. A Moscou comme à Varsovie, l'embarras est grand. On craint notamment que le nouveau pape ne porte intérêt accru à ce qui se passe là-bas, et qu'il modifie de fait les bons rapports qui s'étaient établis entre l'URSS et le Vatican.

L'Eglise «moderne» a toujours vécu avec un pape italien, relativement influent dans son pays, et plus attaché aux petites affaires des pays occidentaux qu'aux rapports de forces et à l'évolution de la situation internationale. Elle a maintenant un pape polonais, susceptible d'être en place longtemps (il a 58 ans) et qui entretient des rapports conflictuels avec les gouvernements de l'Est. Si la religion n'en arrêtera pas son déclin pour autant, il n'en reste pas moins que ce phénomène politique n'a pas fini d'avoir des répercussions.

N. D.

L'ÉGLISE CATHOLIQUE : UN DÉCLIN IRRÉVERSIBLE

● La désignation d'un nouveau pape concerne quelque 700 millions de personnes, si on en croit le Vatican. Elle en concerne en fait beaucoup plus, et beaucoup moins. Beaucoup plus, parce que le Pape, en tant que chef de l'Eglise, exerce incontestablement un rôle politique. Beaucoup moins, parce que les 700 millions de personnes citées plus haut sont censées être membres de l'Eglise catholique, et qu'il faut diminuer dans une proportion considérable ceux qui sont effectivement des «fidèles».

Il n'est guère nécessaire de s'étendre sur le rôle politique de l'Eglise. Au fil des siècles, il a été constant, comme soutien à la classe dominante. Les choses sont aujourd'hui plus différenciées, de par les difficultés dans lesquelles se débat cette classe et les répercussions entraînées au sein même de l'Eglise. Le personnage qu'est le pape voit son pouvoir politique constamment réduit. Malgré ses appels incessants, Paul VI s'est, par exemple, montré incapable d'enrayer la progression du PCI en Italie même. Ses déclarations de paix sont toujours restées lettres mortes, l'influence qu'il peut exercer sur les différents impérialismes était de ce point de vue nulle. Si le pape voit son rôle ravalé à celui d'un moralisateur désuet, l'Eglise, et particulièrement les Eglises nationales, continuent à garder une importance politique. C'est le cas en Amérique du Sud : un des premiers soucis de Pinochet après son coup d'Etat a été d'obtenir la caution de l'Archevêque de Santiago. Il l'a obtenue. A l'inverse, les prises de position du Cardinal Pironio contre Videla en Argentine, ou celles de Caniava au Brésil, sont incontestablement de nature à gêner les dictatures fascistes, et à favoriser les luttes des peuples. En France même, le poids politique de l'Eglise est évident. Elu président de la République en 1969, le premier soin de Pompidou a été d'aller à la messe cha-

que dimanche, lui qui n'y allait jamais auparavant. Plus directement, l'Eglise a un rôle politique quand les intégristes occupent Saint Nicolas du Chardonnet depuis plusieurs années, et transforment cette église en quartier général des groupes fascistes. Elle joue un rôle quand le Cardinal Marty fait savoir qu'il n'est pas favorable à la victoire de l'union de la gauche en mars. Elle joue à ce point un rôle que le gouvernement fait mettre le drapeau en berne lors de la mort des papes, et que le catholicisme est considéré aujourd'hui en France comme une sorte de religion privilégiée.

LA DESAFFECTION RELIGIEUSE

Malgré ces interventions — ces ingérences — dans le domaine politique, c'est sur le plan idéologique que l'influence de l'Eglise se fait le plus sentir. Encore faut-il apprécier correctement les immenses modifications intervenues depuis un quart de siècle environ, et qui sanctionnent un déclin irréversible. Pour mieux se rendre compte de ce phénomène, il faut dissocier trois aspects : l'évolution de la croyance en Dieu en tant que telle, l'appartenance à l'Eglise catholique, et enfin l'influence qu'a l'église sur ses membres.

La croyance en un dieu est une idée ancestrale, l'homme n'étant pas en mesure d'apporter une explication cohérente sur ce

qui l'entourait. Elle reste profondément ancrée dans les mentalités. En 1968, à la question «Croyez-vous en un dieu», 73 % des Français répondaient oui, et 21 % non. En 1975, la réponse à la même question ne dénote qu'une faible évolution : 72 % de oui, et 23 % de non. Il semble même, d'un point de vue plus général qu'on assiste à une légère augmentation de la croyance en Dieu depuis la fin de la dernière guerre. L'absence de perspectives, le pourrissement idéologique, le désarroi d'une partie des jeunes, dont certains en viennent à rejoindre les sectes, expliquent cela.

Le catholicisme, ce n'est pas que la croyance en Dieu. C'est, ajouter à un système d'explication du monde, la construction d'une organisation destinée à propager ces idées, l'Eglise.

Les véritables critères pour juger du déclin de l'Eglise catholique restent la pratique religieuse d'une part et la pratique des rites d'autre part. Là encore, les chiffres parlent : en 1958, 91,7 % des enfants nés cette année là ont été baptisés. Dix ans plus tard, il y en a eu plus de 82,7 %. Même phénomène pour les mariages : en 1968, 77,5 % des gens se marient à l'église, en 1971 il n'y en a plus que 73,5 %. Pour minimes qu'elles soient, ces diminutions indiquent la tendance. Et il faut les replacer à l'échelle historique : par exemple, le taux de diminution des baptêmes religieux a été supérieur en 10 années à ce qu'il avait été pendant deux siècles !

Quand on parle du catholicisme en France, il faut donc savoir de quoi on parle : beaucoup de Français croient en Dieu. La plupart ont été baptisés, et sont recensés com-

me «membres» de l'Eglise. Mais seule une minorité, 19 % en 1976 contre 21 % en 1967, a une réelle pratique religieuse catholique, concrétisée par la participation à une messe hebdomadaire. Et il faut encore réviser en hausse ces chiffres, quand on sait que seulement 6 % des jeunes aujourd'hui vont à la messe chaque semaine.

Reste une question : quel contrôle l'appareil de l'Eglise (du Pape aux curés), peut-il exercer sur les catholiques ? Là encore, il faut voir les choses en terme de déclin. C'est particulièrement sensible dans les domaines de la morale, de la sexualité, du mariage de la famille. Des enquêtes effectuées dans différents pays occidentaux aux taux de pratique religieuse très élevés (Espagne, Italie, USA) indiquent qu'une très large majorité de pratiquants passe outre les directives de l'Eglise en ce qui concerne la contraception ou l'avortement par exemple.

Pour puissante qu'elle soit encore, l'Eglise catholique, qui vient d'élire son nouveau Pape, est sur la pente descendante. Contradictions politiques, difficultés à renouveler son appareil, désaffection de ses membres, perte d'influence, autant de facteurs qui indiquent une direction historique. Opium du peuple, pilier de l'oppression et de l'asservissement, la religion et son corollaire l'Eglise avancent dans le sens de l'histoire.

Nicolas DUVALLOIS

*Les chiffres de cet article sont extraits du n° 345 des *Problèmes économiques et sociaux* édité par la Documentation Française et consacré à «l'évolution des attitudes religieuses en Occident.»

PROGRAMME TÉLÉ
Mardi 17 octobre

TF 1

18 h 00 - A la bonne heure. La moto.
18 h 25 - Un, rue Sésame.
18 h 55 - Christine. Feuilleton.
19 h 15 - Une minute pour les femmes.
19 h 20 - Actualités régionales.
19 h 45 - L'inconnu de 19 h 45.
20 h 00 - Journal.
20 h 30 - Aurélien. Film TV en trois parties d'après le roman d'Aragon. Une histoire d'amour au plus noir de l'occupation allemande, en 1942.
22 h 15 - L'aventure polaire. Émission de P.-E. Victor. Du Groenland à la terre Adélie.
23 h 10 - Journal et fin.

A 2

19 h 20 - Actualités régionales.
19 h 45 - Top club.
20 h 00 - Journal.
20 h 35 - Les dossiers de l'écran : Un bébé sur commande. Film américain (1970). Comédie dramatique. racontée dans un style d'une platitude rare. Débat : un enfant à tout prix.
23 h 15 - Journal et fin.

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales.
19 h 40 - Télévision régionale.
19 h 55 - Il était une fois... l'homme.
20 h 00 - Les jeux de vingt heures.
20 h 30 - Sissi face à son destin.
22 h 15 - Soir 3 et fin.

Mercredi 18 octobre

TF 1

18 h 15 - A la bonne heure. Le prix des lunettes.
18 h 25 - Un, rue sésame.
18 h 55 - Christine. Feuilleton.
19 h 10 - Une minute pour les femmes.
19 h 20 - Actualités régionales.
19 h 45 - L'inconnu de 19 h 45.
20 h 00 - Journal.
20 h 30 - Les bonnes âmes. Film TV d'après le roman de Jacques Robert.
22 h 00 - Portrait : Ian Smith. Un reportage très complaisant de J.-F. Chauvel. Tout semble simple, justifié : la colonisation, le racisme, la politique de Ian Smith, la ségrégation.
22 h 55 - Journal et fin.

A 2

19 h 20 - Actualités régionales.
19 h 45 - Top club.
20 h 00 - Journal.
20 h 30 - Muppet show.
21 h 05 - Mij fugue, mi raison : en direct sous la terre. De jeunes spéléologues descendent dans le Gouffre de la Crête des Beaumés (Doubs).
22 h 35 - Football : Genève-Nancy.
23 h 30 - Journal et fin.

FR 3

18 h 55 - Tribune libre : Parti socialiste.
19 h 10 - Informations.
19 h 20 - Actualités régionales.
19 h 55 - Il était une fois... l'homme.
20 h 00 - Les jeux de vingt heures.
20 h 30 - Police puissance sept. Film américain (1973). Film policier.
22 h 10 - Soir 3 et fin.

PCF -

Yemen du Sud

Le PCF adresse ses «plus vives félicitations» au «parti socialiste du Yemen du Sud» à l'occasion de sa création. Il s'agit d'un parti parrainé par l'URSS et Cuba, à la suite du coup d'État pro-soviétique de juillet dernier au Sud-Yemen.

Inde

L'Inde avait décidé d'acheter cent cinquante Jaguar, avions produits en coopération par la France et la Grande-Bretagne. Une partie des appareils serait montée sur place par des usines dépendantes de British Aerospace.

PCF - Vietnam

Une délégation du PCF, conduite par Gaston Plissonnier, secrétaire du CC, est arrivée vendredi à Hanoi. La presse vietnamienne fait état d'une «étroite camaraderie» et parle d'un

«événement important». Cette visite, comme l'ensemble de l'attitude du PCF vis-à-vis de l'Asie du Sud-Est constitue un soutien au Vietnam pour sa politique dans la région.

LE FEUILLETON

En raison de la réduction de la pagination du *Quotidien du Peuple*, pour les raisons que nous expliquons en page 3, nous avons décidé de suspendre la publication du feuilleton en cours pour accorder le maximum de place à l'actualité.

Sahara

LES NEGOCIATIONS AVEC LA MAURITANIE DOIVENT REPRENDRE PROCHAINEMENT

Après la conférence de presse du Front Polisario à Paris où celui-ci mettait en demeure la Mauritanie de s'engager sérieusement dans le processus de paix, le mouvement de libération du peuple sahraoui a fait un nouveau geste de bonne volonté : on apprenait en effet lundi que le Front Polisario décidait de libérer cent cinquante prisonniers mauritaniens.

Sayed, secrétaire général adjoint du Front a déclaré que le Front Polisario rejette le plan français de partage du Sahara et de la région : «Pour nous, Sahraouis, nous opposons à ce plan un autre ne comportant qu'un seul point : l'indépendance nationale». Il a révélé : «Les négociations reprendront prochainement dans la capitale d'un pays africain».

«unique représentant du peuple sahraoui en lutte». Ce changement de position qui annonce un changement de l'Etat espagnol lui-même est très important dans la mesure où l'Espagne est l'ancienne puissance coloniale. C'est le gouvernement d'Arias Navarro qui, en 1975, a accepté l'annexion du Sahara Occidental en signant l'accord tripartite de Madrid. L'évolution de la position espagnole est donc une nouvelle victoire importante du Front Polisario sur le front diploma-

tique. Dans un communiqué commun UCD - Front Polisario, il est souligné que «toute paix dans la région nord-ouest africaine passe par le respect de la volonté du peuple sahraoui et de ses droits à l'auto-détermination et à la liberté».

La prise de position du parti gouvernemental espagnol a provoqué une tension entre l'Espagne et le Maroc : une visite officielle du roi Juan Carlos au Maroc a été ajournée.

D'autre part, dans une interview accordée à l'agence de presse algérienne APS, Bachir Mustapha

Par ailleurs, l'UCD, parti au pouvoir en Espagne, a reconnu officiellement le Front Polisario comme

● **Congrès des syndicats chinois**

Le neuvième congrès des syndicats chinois s'est ouvert le 11 octobre à Pékin en présence de deux mille représentants de toute la Chine et de toutes les branches d'industrie. Parmi les délégués figurent des dirigeants syndicaux et des travailleurs vétérans ayant participé aux premiers mouvements de grève il y a cinquante ans, des scientifiques, techniciens et directeurs d'usines promus parmi les ouvriers, des travailleurs modèles ou des ouvriers auteurs d'innovations techniques qui sont apparus au cours du mouvement actuel pour les quatre modernisations.

A l'ouverture du Congrès, le vice-président Teng Siao-ping a prononcé un discours au nom du Comité Central du Parti communiste. Il a rappelé les tâches fixées par le PCC : la réalisation des quatre modernisations pour faire de la Chine, avant la fin du siècle, un puissant Etat Socialiste. Il a souligné le rôle que devait jouer la classe ouvrière dans ce mouvement : «A cet égard, la classe ouvrière du pays se doit de jouer un rôle d'avant-garde, avec désintéressement».

Au sujet du rôle des syndicats, Teng Siao-ping a notamment déclaré : «Les syndicats sont tenus de lutter pour les droits démocratiques des ouvriers et de combattre le bureaucratisme sous toutes ses formes... A l'avenir, la nomination des directeurs d'ateliers, des chefs de section et de groupe sera du ressort des ouvriers eux-mêmes, par voie d'élection».

● **Visite de Fang Yi en France**

Fang Yi, vice-premier ministre chinois, membre du Bureau politique du PCC et président de la commission d'Etat pour les sciences et les techniques, est arrivé samedi à Paris. Il doit effectuer plusieurs visites, notamment à la SNIAS et à l'INRA. Il doit signer vendredi une série d'accords de coopération scientifique avec Aigrain, secrétaire d'Etat à la recherche.

● **Où était Boumédiène ? A Moscou**



La «disparition» du président algérien Boumédiène après la fin du sommet du «Front de la Fermeté» fin septembre, avait donné lieu à de nombreuses spéculations. Boumédiène n'était plus apparu en public, la presse internationale multipliait les suppositions la semaine dernière : attentat, coup d'Etat. On apprenait dimanche soir qu'en fait, Boumédiène, se trouve à Moscou. Son voyage aurait donc suivi celui de Assad et serait sans doute destiné à concrétiser la politique de rapprochement avec l'URSS décidée par le «Front de la Fermeté».

● **Nouvelles condamnations du voyage de Smith aux USA**

Le conseil de sécurité de l'ONU a adopté une résolution condamnant le gouvernement américain pour avoir accepté de recevoir Yan Smith, chef des racistes de Rhodésie. La résolution appelle les USA à se conformer aux résolutions des Nations Unies concernant les régimes racistes. D'autre part, après le groupe africain, le groupe des pays arabes de l'ONU a également pris position contre cette visite et contre l'attitude des USA qui multiplient actuellement les manœuvres contre le Front Patriotique du Zimbabwe. Vendredi une manifestation de militants anti-impérialistes avait eu lieu devant le siège du magazine *Newsweek* où Smith et ses fantoches étaient invités à déjeuner. Les manifestants criaient : «Zimbabwe, oui, Rhodésie non, Smith dehors !».

● **Finlande-URSS**

«L'URSS n'a pas proposé de manœuvres militaires communes à la Finlande». Le ministre finlandais de la Défense a du faire cette mise au point après une visite du ministre russe de la Défense Oustinov. Oustinov, s'appuyant sur un «traité d'amitié et d'assistance mutuelle» datant de 1948 aurait proposé l'organisation de manœuvres communes. Le parti révisionniste finlandais avait, de son côté, fait campagne pour une «coopération militaire» avec l'URSS.

● **Yougoslavie-Cap Vert**

La visite en Yougoslavie d'Aristides Pereira, président du Cap Vert et secrétaire général du PAIGC (parti africain pour l'indépendance de la Guinée Bissau et du Cap Vert) s'est terminée la semaine dernière. Les présidents Tito et Pereira, dans un communiqué commun, soulignent que parallèlement à la montée du mouvement des non-alignés, les pressions étrangères se multiplient pour contrer le mouvement ou le diviser. Le communiqué met en garde les pays africains contre les tentatives de destabilisation de l'Afrique et déclare que l'OUA doit être le cadre du règlement de toutes les questions africaines.

● **Italie : les magistrats pour la réclusion à vie des «subversifs»**

Une partie importante de la magistrature italienne développe actuellement une campagne en faveur d'une législation d'exception, en se servant du climat qui entoure les activités terroristes des «Brigades Rouges». Mettant sur le même plan révolutionnaires et terroristes, ces magistrats souhaitent la réclusion à vie pour «les membres des groupes subversifs». Ils s'appuient sur un article du code pénal italien qui prévoit déjà la réclusion à vie pour «les promoteurs d'une insurrection armée contre l'Etat».

Journée de deuil en Iran

LA REPRESSION A FAIT AU MOINS HUIT MORTS

Lundi, l'Iran a observé une journée de deuil, quarante jours après le «vendredi noir» de Téhéran, qui avait vu l'assassinat par la troupe de plusieurs milliers de manifestants.

L'ensemble des forces d'opposition, notamment la hiérarchie religieuse chiite, appelait à une grève générale qui a été largement suivie, au terme d'une semaine qui a été marquée par des grèves dans l'industrie, dans les services publics, les administrations, et par de nombreuses manifestations.

Selon des sources iraniennes, huit personnes ont trouvé la mort au cours de la répression durant la journée de lundi. A Téhéran, trois personnes auraient été tuées et quarante autres blessées au cours des heurts entre des manifestants et la troupe. L'armée faisait une démonstration de force à Téhéran ; des chars parcouraient les rues de la ville, mais n'ont pu empêcher totalement l'expression de la révolte populaire. Dans deux villes du sud-ouest de l'Iran, Dezful et Zanjan,

cinq personnes ont été tuées au cours des manifestations qui s'étaient attaquées à des banques et à des édifices publics. A Téhéran, des centaines de parents des victimes de la répression se sont rassemblées au grand cimetière de Beheshtzada, lançant des slogans de soutien à l'Ayatollah Khomeiny ; les troupes présentes ne sont toutefois pas intervenues.

Dans les grandes villes placées sous la loi martiale depuis lundi dernier, les commerces ont largement suivi le mot d'ordre

de grève, mais il ne semble pas que des affrontements se soient produits.

Des informations partielles font état de poursuites de mouvements de grève dans les services publics, et de diverses manifestations en province.

La mobilisation de cette journée atteste les difficultés accrues du gouvernement Emani à contenir le mouvement populaire. Après sept semaines de gouvernement, Emani vient de subir un coup qui pourrait provoquer sa chute.

Le plan énergétique de Carter adopté avec des restrictions

Le Sénat américain, par 60 voix contre 17, et la Chambre des représentants, par 231 voix contre 168, ont finalement adopté le plan Carter de réduction des dépenses énergétiques. Cela fait plus d'une année que Carter faisait de ce plan un de ses chevaux de bataille, et en ce sens il s'agit pour lui d'une victoire.

Les parlementaires ont cependant réduit considérablement la portée de ce qui devient maintenant une loi.

Le problème posé au

gouvernement américain est simple : les USA sont d'énormes consommateurs d'énergie, et notamment de pétrole. La crise des matières premières, celle du pétrole en 1973, ont amené une considérable augmentation des prix d'achat par les Américains, et donc à des problèmes économiques importants, problèmes qui ne sont pas pour rien dans la faiblesse actuelle du dollar. Le plan énergétique de Carter consiste donc à diminuer considérablement les importations, et pour cela à di-

minuer la consommation. La place de la super-puissance américaine dans le monde entraîne nécessairement le fait que ces mesures, d'apparence interne, auront des répercussions directes dans l'ensemble des pays occidentaux. La loi votée comporte cependant des restrictions sensibles au regard des objectifs de Carter. Ainsi, le président américain se fixait comme objectif de diminuer de moitié les importations pétrolières d'ici à 1985. De 8 millions de barils quoti-

diens, il voulait passer à 4 millions et demi. Finalement, l'économie ne sera que de deux millions et demi de barils quotidiens.

Carter voulait diminuer les taxes sur le gaz naturel produit aux USA, et avoir la possibilité de contrôler les prix. C'est le contraire qui se produit : certains contrôles sont levés, ce qui aboutira à terme à une augmentation des prix du gaz naturel. Carter voulait augmenter le prix du pétrole produit aux USA, pour l'amener au niveau mondial. Il n'y est pas parvenu. Cependant, des mesures sont adoptées pour restreindre la consommation d'essence, notamment pour les automobiles à grosse consommation. Enfin, un plan de reconversion du pétrole en charbon a été adopté pour les centrales électriques américaines. Il ne s'appliquera cependant pas «aux régions où l'approvisionnement en houille se révèle inexistant ou irrégulier.»

Au total, le plan Carter proposé il y a 18 mois s'avère considérablement édulcoré. Il existe cependant. Le fait que les USA réduisent ainsi et leur consommation et leurs importations ne va pas manquer d'avoir de profondes répercussions dans les rapports entre les USA et les pays occidentaux.

TENTATIVE DE COUP D'ÉTAT AU NORD-YÉMEN

Une tentative de coup d'État a eu lieu dimanche au Nord-Yémen : la résidence du chef de l'État, Ali Abdallah Saleh, a été totalement détruite, et les tirs intermittents se poursuivaient lundi. Toutefois, selon l'agence de presse irakienne, la situation serait revenue à la normale dès lundi matin dans la capitale, Sanaa.

Liban : De Guiringaud met Chamoun en cause

Lors d'un déjeuner de presse, le ministre français des Affaires étrangères a rejeté la responsabilité de la reprise des conflits au Liban sur le leader conservateur Camille Chamoun. Il a révélé que la France et les Etats-Unis avaient fait pression sur l'Etat sioniste pour qu'il cesse d'armer les milices conservatrices.

Le ministre a déclaré que les troupes françaises présentes au Liban dans le cadre de la FINUL, ne feraient toutefois pas mouvement vers Beyrouth. La position française vient d'être arrêtée, a indiqué le ministre, à la suite de contacts pris avec toutes les parties intéressées. De Guiringaud a condamné la vigueur de la riposte syrienne, mais a affirmé que Chamoun devait être tenu pour le principal responsable des affrontements. Les milices chrétiennes a-t-il déclaré s'étaient réorganisées et s'apprêtaient au combat dès le mois de septembre.

A Beyrouth, Chamoun a immédiatement réagi très vigoureusement à ces propos, déniant sa responsabilité dans les combats. «A aucun moment, a-t-il affirmé, nos troupes n'ont attaqué les Syriens.»

Grèce : poussée de la gauche aux élections municipales

Le premier tour des élections municipales en Grèce a montré une large poussée de la gauche, déjà sensible lors des élections parlementaires. A Athènes, la liste du parti de la nouvelle démocratie (gouvernemental) n'a recueilli que 42,2 % des voix, cependant que la liste du PASOK (socialiste) conduite par Demetrios Beis, obtenait 40,6 % des voix. La liste du PC de l'extérieur (pro-soviétique), conduite par le compositeur Mikis Théodorakis, obtient 16 % des voix (contre 11 % précédemment). Les voix de la liste Théodorakis devraient se reporter sur les socialistes et assurer l'élection d'un maire socialiste à Athènes. Le parti gouvernemental de Caramanlis a notamment souffert de ses récentes divisions.

Élections en Bavière : recul du CSV

Les élections de dimanche dernier en Bavière ont montré un recul de la CSU, le parti de Franz Josef Strauss, qui reste cependant largement hégémonique, passant de 62,1 % des voix à 59,1 %. Le SPD passe de 30,2 % à 31,4 % ; les libéraux du FDP, alliés du SPD, passent de 5,2 % à 6,2 %.

Les néo-nazis du NPD perdent la moitié de leurs voix, passant de 1,1 % à 0,6 %. Les résultats de ces élections à la Chambre régionale de Bavière confirment ceux déjà enregistrés la semaine dernière en Hesse.

FIN DE LA VISITE DE SCHMIDT EN ASIE DU SUD-EST

A la suite de la visite de Schmidt à Singapour, le chancelier ouest-allemand a annoncé l'établissement de relations entre l'Association des nations du Sud-est asiatique et la CEE.

NAMIBIE

Les cinq représentants des puissances occidentales, membres du Conseil de sécurité, ont commencé au début de cette semaine leurs discussions avec le régime raciste d'Afrique du sud pour le convaincre d'accepter un règlement en Namibie sous contrôle de l'ONU. Les impérialismes occidentaux veulent en effet éviter que la décision de l'Afrique du Sud d'organiser des élections en Namibie n'entraîne des sanctions économiques de l'ONU contre le régime de Pretoria.

COMBATS AU ZIMBABWE

Les combattants de la ZANU ont lancé une attaque dimanche contre la ville rhodésienne d'Umtali. L'aviation de Smith a immédiatement réagi ; l'armée raciste s'est déployée dans les montagnes environnantes.

TCHAD : UN JAGUAR S'ÉCRASE AU SOL

Un Jaguar français s'est écrasé près de l'aéroport de Ndjamena, la capitale. Le pilote a été tué.

CAMBODGE : FORCES ARMÉES EN ÉTAT D'ALERTE

La Voix du Cambodge vient d'annoncer que les forces armées cambodgiennes ont été mises en état d'alerte en prévision d'une offensive imminente du Vietnam.

L'auteur des images de Minamata est mort



Eugène Smith, photographe, est décédé dimanche. Agé de 60 ans, Eugène Smith n'hésitait pas à partager plusieurs mois la vie des gens avant d'en faire les premières photos. On lui doit notamment un reportage chez les habitants de Minamata, cette petite ville japonaise atteinte de la pollution au mercure, par le trust Chisso Chemical.

Les photographies d'Eugène Smith sont à elles seules une condamnation sans appel des pollueurs. Le reporter avait dû y subir les attaques corporelles du service de sécurité du trust japonais, qui l'avait laissé pour mort, au cours de son reportage. Mais les images du «mal de Minamata» exposent la cruelle vérité...